

PRIORISATION : UNE APPROCHE POUR L'IDENTIFICATION DES ZONES IMPORTANTES POUR LA CONSERVATION A MADAGASCAR

Auteurs : Razafimpahanana, A.¹ ; Allnutt, T.² ; Andriamanalina, A.³ ; Andriamanga T.⁴ ; Andriamaro, L.⁵ ; Andriamasimanana, R.⁶ ; Andrianandrasana, T.H.⁷ ; Andrianarisata, M.⁵ ; Cameron, A.⁸ ; Kremen, C.⁸ ; Rahagalala, P.⁹ ; Rajaonson, R.¹ ; Rakotomanjaka, A.¹ ; Ramahaleo, T.³ ; Raminosoa, T.¹⁰ ; Rasoavahiny, L.¹¹ ; Razafindramanga M.¹²

Abstract

Prioritization will produce a useful tool for decision makers to implement the vision of Durban. The goal is to triple the size of protected areas until 2012. The areas identified will ensure the conservation of the most important habitats and species. To do this, different types of data on threatened species have been used. Different approaches were also adopted. A map of the areas identified was obtained at the end of each stage. The impact of these results on the political and other sectors will be discussed and some related recommendations will be identified in this article. The map produced by the taxonomic group took into account the potential sites for sustainable management Forestry. The resulting maps have contributed to solve conflicts between Mining and Forests. These products were also used in the establishment of an ad hoc Energy / Mine / Fishing / Environment Committee. An analysis and discussion on the usefulness of products / results of the prioritization was developed in the article.

¹ Réseau de Biodiversité de Madagascar (REBIOMA), Wildlife Conservation Society (WCS)

² MIARO Consultant for Priority-Setting group

³ World Wide Fund for Nature (WWF)

⁴ Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées (ANGAP)

⁵ Conservation International (CI)

⁶ ASITY MADAGASIKARA

⁷ Durrell Wildlife Conservation Trust Madagascar (DWCT)

⁸ Réseau de Biodiversité de Madagascar (REBIOMA), University of California, Berkeley (UCB)

⁹ Office National pour l'Environnement (ONE)

¹⁰ Missouri Botanical Garden (MBG)

¹¹ Directeur du Système des Aires Protégées (DSAP), Ministère de l'Environnement, des Forêts et du Tourisme (MEFT)

¹² Université d'Antananarivo, Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, Département Eaux et Forêts

Résumé

La priorisation se propose de produire un outil pertinent aux décideurs pour la mise en œuvre de la vision Durban. Celle-ci consiste à tripler la superficie des aires protégées jusqu'en 2012. Les zones identifiées devront assurer la conservation des habitats et des espèces les plus importants. Pour ce faire, différents types de données sur les espèces menacées ont été utilisées. Différentes approches ont été également adoptées. Une carte de localisation des zones identifiées a été obtenue à l'issue de chaque étape. Les impacts de ces résultats sur le plan politique et sur les autres secteurs seront discutés et quelques recommandations y afférentes seront aussi dégagées dans cet article. La carte produite par le groupe taxonomique a tenu compte des Sites potentiels pour la Gestion Forestière Durable. Les cartes obtenues ont largement contribué à la résolution des conflits Mine/Forêts. Ces produits ont également servi à la mise en place d'un comité ad hoc Energie/Mine/Pêche/Environnement. Une analyse et discussion sur l'utilité des produits/résultats obtenus par le groupe priorisation a été développée dans l'article.

1. Introduction

Madagascar est largement reconnu pour ses taux exceptionnels d'endémisme, de son faible pourcentage de couverture forestière autochtone et de niveaux élevés des menaces. En effet, l'île est universellement identifiée comme priorité pour la conservation de la biodiversité. Madagascar a aussi démontré son engagement dans la conservation. Depuis 1997, Madagascar a eu 46 aires protégées, désignées en tant que Réserves Naturelles Intégrales (catégorie I d'IUCN), Parcs Nationaux (catégorie II d'IUCN), et Réserves Spéciales (catégorie IV d'IUCN).

En 2002, Madagascar a eu 1 774 575 ha d'aires protégées terrestres, couvrant approximativement 3% de la superficie du territoire national.

Plusieurs exercices de priorisation ont été déjà effectués à Madagascar depuis 1995 jusqu'en 2001. En 2004, le Code des Aires Protégées a été établi pour définir le cadre juridique de la gestion du réseau par ANGAP.

Lors du Congrès Mondial sur les Parcs à Durban, le 17 septembre 2003, Son Excellence le Président Marc Ravalomanana a annoncé la volonté du Gouvernement Malagasy de tripler la superficie des Aires Protégées de Madagascar.

A ce titre, le Groupe Vision Durban a été mis en place en 2003 et s'est attelé pour la création de ces nouvelles aires protégées avec le Ministère chargé de l'Environnement. Un éventail de groupes de travail a été mis en place à ce propos : groupe « catégories et types de gouvernances », groupe « cadre juridique », groupe « financement durable » et groupe « priorisation ».

Les travaux de réflexion au sein de ce groupe, à avec l'appui des experts de l'UICN à Madagascar ont abouti à la mise en place du Système des aires protégées de Madagascar (SAPM) en mars 2005 (réf. : Guide d'orientation).

Le groupe « priorisation » est composé de toutes les institutions et organismes œuvrant dans la conservation et de la gestion de l'environnement (DGEF, IRD/CNRE, ANGAP, SAGE, ONE, CI, CAS, RBG-KEW, MBG, REBIOMA, ZICOMA, DURELL, WWF, WCS, ...). Il est chargé de définir les critères de mise en priorité et d'identifier les zones prioritaires pour la conservation de la biodiversité de Madagascar. Les missions principales de ce groupe consistent à:

- Etudier la distribution de la biodiversité malagasy ;

- Analyser la contribution des aires protégées actuelles et des futures aires protégées dans la conservation de la biodiversité de Madagascar ;
- Proposer aux autorités compétentes des outils d'aide à la prise de décision concernant les aires protégées

Cinq années après la déclaration de Durban, de grands progrès ont été accomplis par le Groupe « priorisation » pour obtenir progressivement la surface nécessaire pour honorer l'engagement de la Vision de Durban. Les résultats de ce travail ont servi d'outil dans la prise des décisions politiques sur la gestion du territoire dans les différents secteurs.

2. Données et méthodes

DONNEES

Plusieurs données ont été utilisées pour l'élaboration des cartes en 2004, 2006 et 2008. Tels sont l'objet des tableaux ci-après.

Tableau 1 : Données utilisées en 2004

	Types de données	Sources
Données sur les SITES	Atelier de priorisation 1995 (PRISMA)	CI
	Sites ZICO	BIRDLIFE
	Priorisation sur les familles endémiques des plantes 2000	MBG
	Plan GRAP	ANGAP
	Zonage 2001	DGEF
	Couverture complète de la biodiversité 2001 (CI)	CI
Données sur les espèces	Aire de distribution des lémuriens (MARXAN)	WWF

En 2004, les résultats des exercices de priorisation au niveau national entre 1995 et 2001 ont été surtout utilisés. Il y a eu également les données sur la distribution des espèces de lémurien.

Tableau 2 : Données utilisées en 2006

	Types de données	Sources
Données sur les espèces	Données de distribution de 248 espèces de vertébrés menacées (selon liste rouge IUCN et CAMP)	REBIOMA, GAA, GMA, Birdlife, DBA, Fresh Water Fish Assessment, Reptiles
	Données Plantes menacées (264sp)	MBG
	Données invertébrées (fourmis et papillons)	CAS, REBIOMA
Cartes	Carte KBAs	CI
	Résultat de Priorisation ZONATION	REBIOMA
	Carte APAPC-MBG	MBG
	AP existantes et à statut de protection temporaire	ANGAP/DGEEF

En 2006, les données utilisées sont celles sur les espèces (flore et faune) menacées. Différents types de cartes ont également servi à l'obtention de la « Carte des zones classées en réserve de pour les sites de conservation et les sites de gestion forestière durable ».

Tableau 3 : Données utilisées en 2008

Types de données		Sources
Données sur les espèces	Données de distribution de 248 espèces de vertébrés menacées (selon liste rouge IUCN et CAMP)	REBIOMA, GAA, GMA, Birdlife, DBA, Fresh Water Fish Assessment, Reptiles
Cartes	Carte KBAs	CI
	Carte APAPC-MBG	MBG
	Carte AP ANGAP	ANGAP
	Couverture forestière 2002	CI
	Carte des Aires protégées avec statut temporaire (2005 -2007)	SAPM
	Cartes des nouvelles Aires protégées proposées pour 2008	SAPM
	Carte sur le Changement Climatique	REBIOMA

En 2008 différentes cartes établies par différents institutions sur :

- les sites prioritaires pour la conservation de la biodiversité,
 - les Aires Protégées existantes,
 - les Nouvelles Aires Protégées et le changement climatique,
- étouffées par des données sur la distribution de 248 espèces de vertébrées menacées ont été à la base du travail priorisation.

METHODOLOGIE

Le groupe priorisation a été créé en 2003. En fait, pour mieux accomplir les tâches, tous les organismes œuvrant dans la conservation et la gestion des ressources naturelles ont été impliqués.

En 2004, les membres du groupe ont procédé à la superposition des cartes de site (Tableau 1). La carte de synthèse des priorisations bioécologiques a été obtenue en observant le nombre de fois où un site donné a été considéré dans les travaux de priorisation antérieurs. Ensuite, le nombre de priorisation identifié de 1 à 2 a été classé « important » et le nombre de priorisation identifié de 3 à 6 « très important ».

L'intégration des résultats de l'analyse des priorisations des données de distribution des lémuriniens sous MARXAN avec la carte de synthèse des priorisation a aboutit à l'élaboration de la carte des « zones réservées pour sites de conservation ».

Afin de tenir compte des efforts de conservation à fournir, la proportion de couverture forestière dans les unités de planification dans l'analyse MARXAN a été utilisée pour évaluer le coût d'opportunité de conservation.

En 2006, d'une part, les données relatives à la distribution de 248 espèces de vertébrés menacés et de 264 espèces de plante ont servi à la priorisation avec le logiciel de planification de conservation MARXAN. Et d'autre part, les données sur les invertébrés ont été modélisées avec le logiciel MAXENT, ensuite priorisées avec le logiciel de planification de conservation ZONATION. Ce processus est représenté par la figure 1 ci-après.

PROCESSUS DE PRIORISATION

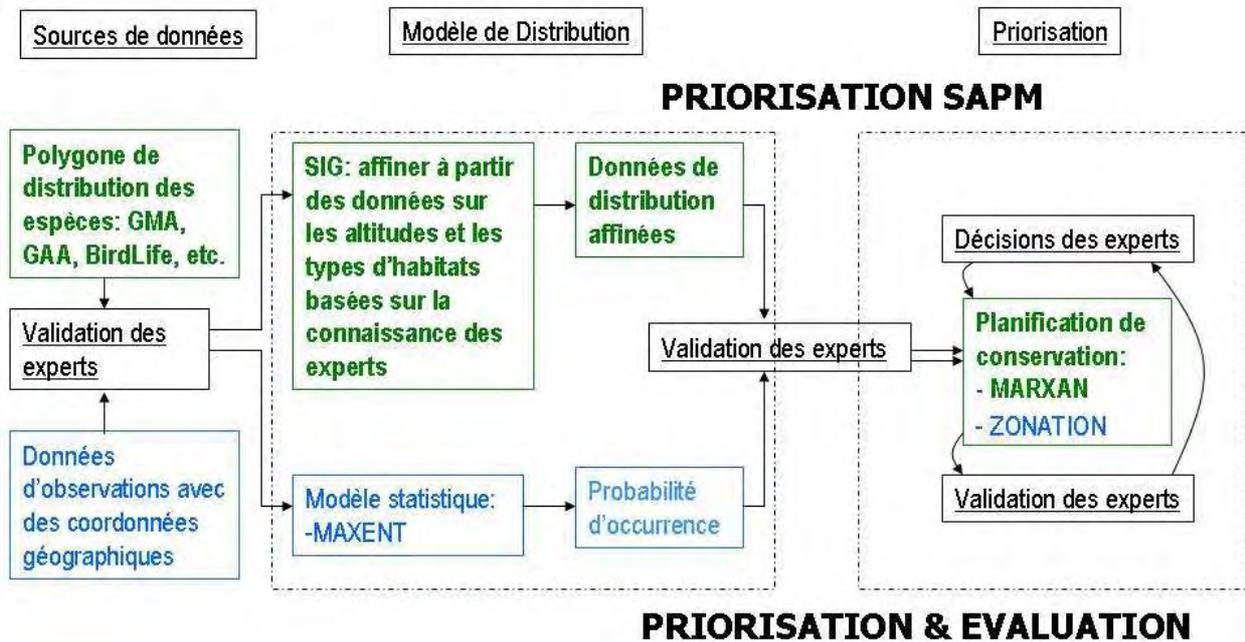


Figure 1 : Schéma du processus de priorisation en 2006

La carte de synthèse des priorisations effectuées (vertébrés et plantes par MARXAN, invertébrés par ZONATION et KBAs) a abouti à l'élaboration de la carte des « **Zones classées en réserves pour les sites de conservation et les sites de gestion forestière durable** ».

Parallèlement avec l'analyse MARXAN, 2325 espèces avec des données d'observation et/ou points d'occurrence ont été utilisées pour la priorisation avec le logiciel de planification de conservation avec ZONATION. Après validation des résultats par les experts, l'analyse a abouti à la production d'une carte de priorisation pour la conservation de la biodiversité utilisant une analyse multi taxonomique (réf. Science Paper Feb. 2008).

Pour l'élaboration de la carte de priorisation en 2008, le groupe a procédé à un affinage manuel des limites des aires protégées actuelles en superposant les cartes suivantes : AP, APT, NAP, APAPC, KBAs. Les données ainsi affinées ont été traitées, avec MARXAN. La complémentarité entre cet affinage manuel, les résultats obtenus avec MARXAN et les résultats obtenus avec ZONATION a été examinée. Un atelier avec les experts en matière de biologie et les promoteurs a été organisé au mois de juin (réf du rapport de l'atelier) pour vérifier si toutes les zones prioritaires pour la conservation ont été considérées dans la nouvelle carte et la mise à jour des limites a été effectuée.

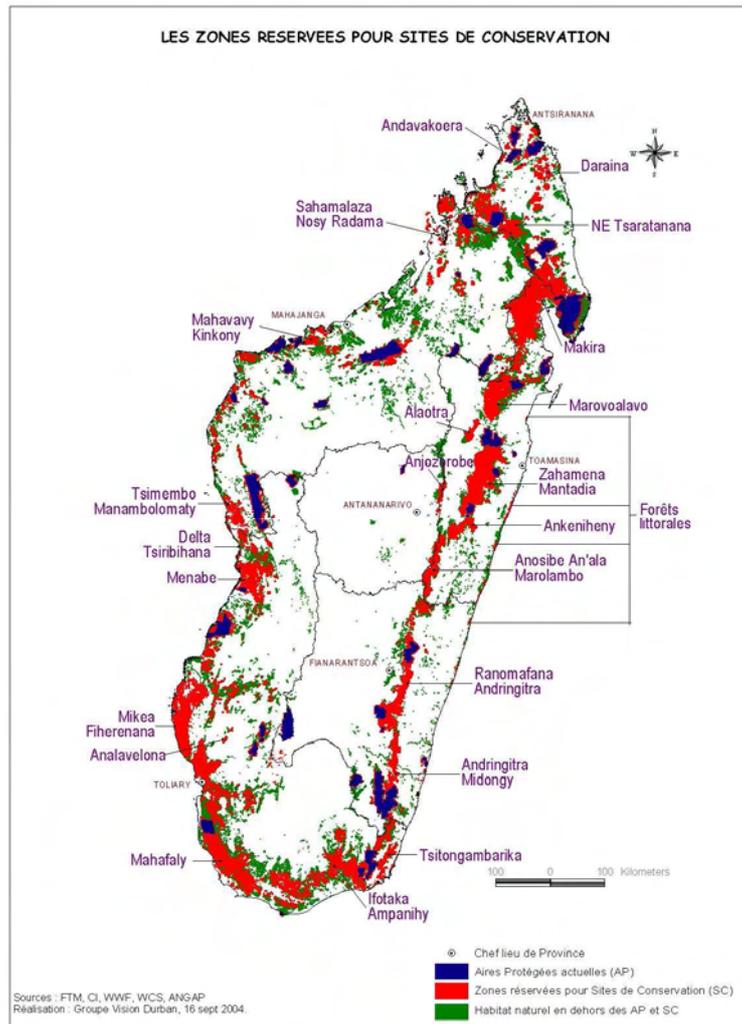
Jusqu'ici, toutes les analyses se sont focalisées essentiellement sur les écosystèmes continentaux.

3. Résultats

Les cartes ci-après représentent les résultats obtenus en 2004, 2006 et le résultat provisoire de 2008. Elles ont servi d'outils pour illustrer et appuyer les arrêtés interministériels et surtout pour aider les promoteurs de site dans les différents processus de mise en place et de création des nouvelles Aires Protégées.

3.1. Résultats 2004 : Carte des « Zones réservées pour Sites de Conservation »

Cette carte a servi aux décideurs politiques dans l'élaboration de l'Arrêté interministériel N° 19560/2004 portant suspension de l'octroi de permis minier et de permis forestier dans les zones réservées comme "sites de conservation".

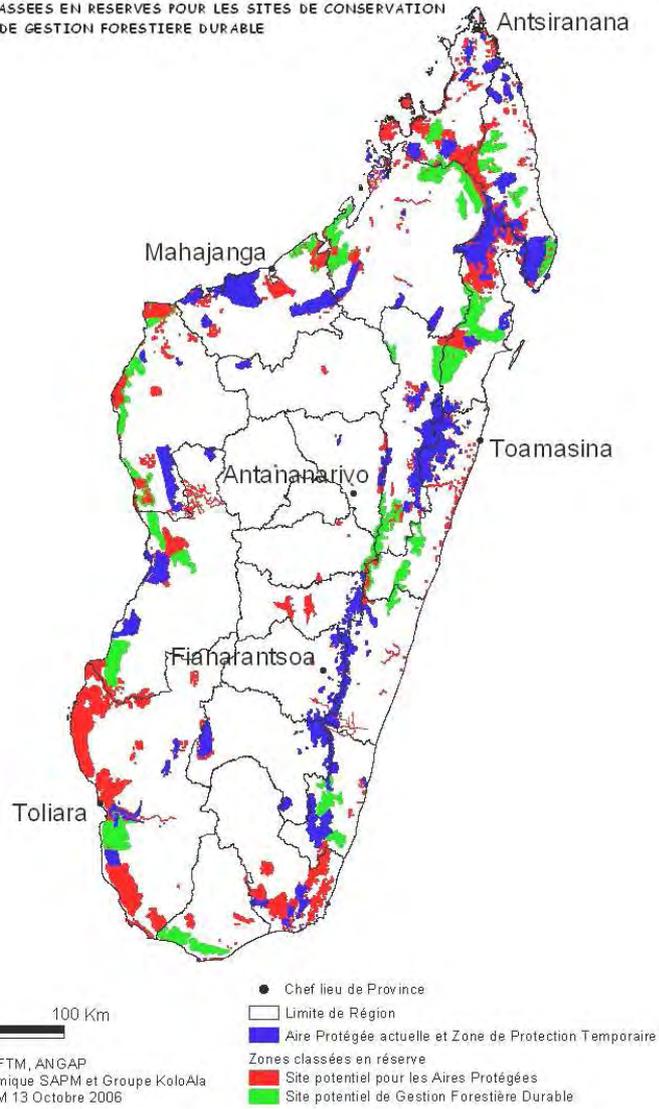


Carte 1. Carte des Zones réservées pour Sites de Conservation

3.2. Résultats 2006 : Carte des « Zones classées en réserves pour les sites de conservation et les sites de gestion forestière durable »

Cette carte a été l'outil de prise décision pour l'Arrêté interministériel n°:17914 du 18 Octobre 2006 prorogeant la suspension de l'octroi de permis minier et de permis forestier dans les zones classées en réserves qui sont les «sites de conservation et les sites de gestion forestière durable»

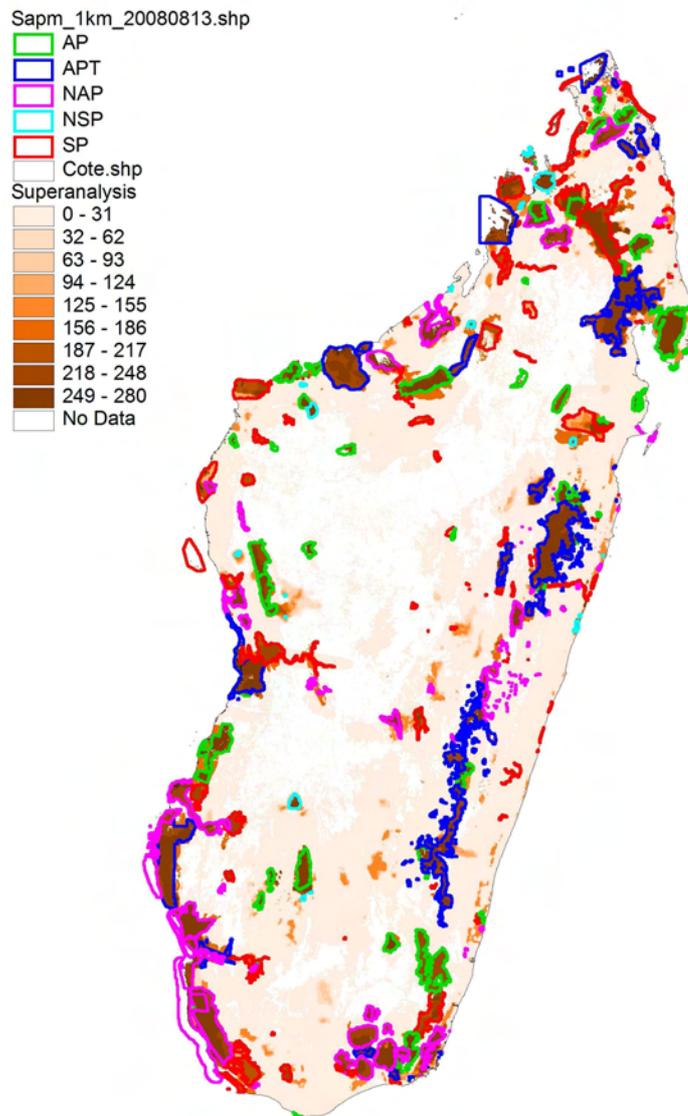
LES ZONES CLASSEES EN RESERVES POUR LES SITES DE CONSERVATION
ET LES SITES DE GESTION FORESTIERE DURABLE



Carte 2 : Carte des « Zones classées en réserves pour les sites de conservation et les sites de gestion forestière durable »

Résultats 2008 : Ebauche de carte 2008

Cette carte est actuellement en cours de finalisation. Elle va servir d'outils de base pour les différentes initiatives de planification à tous les niveaux.



Carte 3 : Ebauche de la carte 2008

3.4 Synthèse des résultats

L'évolution des superficies des différentes zones identifiées entre 2004 et 2008 est affichée dans le tableau 2 suivant. Ce tableau permet également de synthétiser les résultats obtenus jusqu'ici.

Tableau 2 : Synthèse des résultats

Zones identifiées	Surface 2004 (en millions d'ha)	Surface 2006 (en millions d'ha)	Surface 2008 (en millions d'ha)
Sites potentiels de conservation (zone rouge) terrestres et zones humides	7,7	4,2	2,3
Sites forestiers sensibles	2,7		
Sites de gestion forestière durable (Koloala)		2,5	2,5
Aires protégées (existantes et avec un statut de protection temporaire)	1,7	4,1	4,7
Nouvelle AP avec promoteur mais pas encore de statut de protection			1,2 (terrestre) 0,7 (marin) 0,3 (zones humides)

4. Discussion

4.1. Evolution de la méthodologie et des résultats

SUR LA METHODOLOGIE

Dès le début du processus, l'affinage manuel a été fait tout en superposant les cartes de priorisation existantes « coarse filter ». Par la suite, les données récentes sur la biodiversité ont été intégrées : vertébrés, invertébrés et plantes dans l'analyse avec les logiciels de priorisation MARXAN et ZONATION « fine filter ». En fait dans le souci de produire une carte appropriée, répondant aux besoins de la conservation de la biodiversité, le Groupe « Priorisation » n'a cessé d'affiner le résultat en intégrant toutes les données/cartes disponibles. Toutefois il a été constaté que la plupart des travaux de priorisation réalisés sont basés sur des critères bioécologiques (priorisation biologique). Les données autres que la biodiversité (sites archéologiques, transferts de gestion, Mines, feux, socio-économiques) n'ont pas pu être intégrées. La plupart d'entre elles ne couvrent pas l'ensemble du territoire et même si elles existent, ne sont pas à jour ou ne sont pas standardisées. Jusqu'à maintenant, le groupe de priorisation n'a pu identifier que des sites biologiquement importants mais pas des sites de conservation car ni les menaces ni les coûts de conservation n'ont pas été suffisamment intégrés dans le processus. Néanmoins, il faut savoir qu'à Madagascar les forêts sont considérées comme des zones sensibles ayant des valeurs culturelle, culturelle, socio-économique et biologique, et tout investissement leur touchant exige une étude d'impact environnemental ou EIE (décret MECIE). En conséquence, ces écosystèmes sont implicitement déjà protégés. Voilà pourquoi, l'estimation du coût d'opportunité par unité de planification selon la proportion de couverture forestière a été utilisée dans nos analyses.

Toutefois, la mise en œuvre des actions de conservation dans ces sites nécessite l'intégration des coûts économique, social et environnemental qu'il faut considérer dans les analyses.

Pour l'identification des zones prioritaires pour la conservation de la biodiversité, le groupe « Priorisation » a su exploiter des logiciels et des algorithmes de plus en plus performant. Ces algorithmes permettent l'analyse rapide d'une série de données, l'intégration éventuelle des milliers de cibles de conservation et de centaines de milliers d'unités de planification, analyses qui sont pratiquement impossible par la méthode manuelle. A cet effet, la capacité de l'ordinateur constitue aussi un élément important pour s'assurer que toutes les cibles de conservation soient considérées dans les résultats. Les analyses sur ordinateur sont itératives, et permettent d'avoir des résultats objectifs.

L'utilisation du logiciel et des algorithmes n'exclut en aucun cas la concertation avec les experts qui ont été sollicités tout au long du processus. (*Margules et Pressey 2000*).

Il est important de noter que le résultat du procédé de sélection de zone peut être une carte montrant la valeur relative des zones pour atteindre les buts de conservation. Ceci évoque le concept du « irreplaceability » que le groupe a utilisé.

SUR LES RESULTATS

Des précisions sur les limites et les surfaces ont été apportées au fur et à mesure de l'avancement du processus d'affinage de priorisation.

En 2006, à part les Aires Protégées et les zones réservées pour les sites de conservation identifiée en 2004, la carte produite figurait les sites de gestion forestière durable (évolution des résultats par rapport au légende : ajout des AP temporaires et SGFD, affinage des limites, précision de nomination des sites de conservation en sites potentiels pour des nouvelles aires protégées)

La carte obtenue a servi de base pour l'arrêté interministériel en 2004 pour la suspension de toutes activités d'exploitation minière et forestière dans les zones de protection prioritaires et les sites potentiels de conservation. Cette carte a été mise à jour pour obtenir un renouvellement de l'arrêté interministériel « mines-forêt » publié en 2006 et qui va expirer le 18 octobre 2008. D'où la nécessité urgente de produire la nouvelle carte version 2008 plus affinée, plus précise et mise à jour pour appuyer la prise de décision au niveau des ministères concernés.

4.2. Prise en compte de ces résultats basés sur des analyses scientifiques dans les autres secteurs

Les cartes produites par le groupe priorisation, depuis 2004 jusqu'à ce jour, ont été utilisées comme des supports techniques en matière d'analyse spatiale pour voir les superpositions dans l'attribution par vocation des espaces (aménagement du territoire/zonage) dans les différentes négociations et discussions sur l'utilisation des ressources naturelles avec les autres secteurs, aussi bien au niveau National que Régional. Les différentes négociations au sein des différents secteurs, soit au niveau intra-ministériel qu'interministériel, sont décrites en détails dans les paragraphes suivants.

Au niveau intra ministériel,

Les zones potentielles pour le Koloala (Site de Gestion Forestière Durable) ont été identifiées et délimitées en tenant compte de la carte produite par le groupe taxonomique. Une négociation entre la Commission SAPM/DGEEF et l'équipe de la DGEEF/JARIALA a eu lieu pour arriver à un consensus. Des critères ont été utilisés lors de la négociation. Les SGFD (Sites de Gestion Forestière Durable) résultent en fait d'un compromis entre conservation et exploitation forestière durable (Trade-off cas de Tsaratanana, Menabe TGK). En effet, certains sites appartenant au SGFD ont été légués au SAPM et vice versa. Bien que l'objectif principal des SGFD soit la production durable et rationnelle de produits ligneux pour satisfaire les besoins au niveau local, régional, national et international, la proposition de sites SGFD tient aussi en compte des résultats des zonages forestiers régionaux. En 2006, il y a eu l'idée d'intégrer le SGFD dans le renouvellement de l'arrêté interministériel (équilibre entre conservation et production). Le SGFD permet la pérennisation de la gestion forestière et ces forêts doivent aussi être protégées contre l'exploitation minière et l'exploitation forestière abusive et ou illicite. Ces sites peuvent également inclure des zones pour la production d'autres produits forestiers et des zones de protection dans les quelles certaines exploitations seraient interdites, afin de limiter les impacts sur la biodiversité.

Au niveau interministériel,

Les cartes produites par le groupe priorisation ont beaucoup aidé dans l'élaboration des arrêtés interministériels suivants :

- Arrêté n°19560/2004 portant suspension de l'octroi de permis minier et de permis forestier dans les zones réservées comme site conservation ;
- Arrêté n°17914/06 du 18 octobre 2006 prorogeant la suspension de l'octroi de permis minier et de permis forestier dans les zones classées en réserves qui sont les sites de conservation et les sites de gestion forestière durable.
- Arrêté de mise en place de la commission Mines/Forets (DSAP) : la mise en place CIMF est le résultat d'un conflit entre les secteurs « mines » et « environnement ».

Malgré la présence de ces arrêtés interministériels mines-forêt, des permis miniers ont toujours été octroyés dans certaines régions, aboutissant à des incompréhensions entre les ministères concernés. Cette situation est due à une insuffisance de communication sur cet arrêté entre autre, communication des résultats et l'octroi de permis miniers après l'arrêté : niveau central vers régional.

Cas du pétrole,

Vu que les blocs pétroliers empiètent avec la plupart des nouvelles aires protégées planifiées dans le cadre du PE3, les cartes obtenues ont été aussi utilisées durant les discussions avec l'OMNIS. Toujours dans le cadre de ce problème, la carte annexée à l'arrêté interministériel objet de l'arrêté N°17914 du 18/10/06 a été actualisée. Ce document ne comporte que les écosystèmes terrestres et ne tient pas compte des nouvelles aires protégées marines et côtières qui sont totalement concernées par ce secteur.

En résumé, la mise en place des comités interministériels a beaucoup facilité la résolution des conflits sur la superposition des sites SAPM et ceux considérés importants par les autres secteurs (mines, pétrole, pêche) dans le cadre de la mise en place des nouvelles aires protégées.

Autres

COMMUNICATION DES RESULTATS OBTENUS PAR LE GROUPE PRIORISATION

Les cartes ont toujours été présentées durant les grands ateliers internationaux et nationaux relatifs à la mise en place du SAPM. Peuvent être cités à titre d'exemple COP du CBD, Changement climatique, MAP, Fondation, Séquestration de Carbone, etc.

Madagascar a été même choisi comme pays hôte et modèle lors de l'atelier clinique sur la mise en place des Aires Protégées et Maurice, Seychelles, Malawi, Zambie, Kenya, Mozambique ont pris exemple sur Madagascar dans leur politique de mise en place des Aires Protégées.

Cependant, une insuffisance de la communication des résultats des travaux du groupe priorisation au niveau national et régional a été constatée. Ce qui a entraîné une incompréhension et fausse interprétation de la part des autres secteurs.

INFLUENCE SUR LA POLITIQUE NATIONALE

« Augmenter les aires protégées pour la conservation et la valorisation de la biodiversité terrestre, lacustre, marine et côtière » (Engagement 7, Défi #1 Madagascar Action Plan). Les résultats des travaux du groupe « priorisation » contribuent certainement à relever ce défi. La délimitation et la cartographie de nouvelles aires protégées font partie des projets et activités prioritaires du MAP en se basant surtout sur des critères scientifiques objectives.

CREATION D'UN SYSTEME D'INFORMATION SUR LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE A MADAGASCAR

Compte tenu des besoins incessant en informations et données dans le processus de priorisation, un système d'information sur la conservation de la biodiversité à Madagascar a pu être créé, même de façon informelle. C'est en quelque sorte le fruit de la franche collaboration entre les institutions et les ONGs oeuvrant dans le domaine de l'environnement. En effet, la compilation des données sur les espèces, sur les sites et sur les habitats a été rendue possible et les acquis au niveau de ces différentes institutions et/ou ONGs ont été capitalisés. Cette démarche a abouti à la mise en réseau d'experts multidisciplinaires (Ecologue, Botaniste, Forestier, Spécialiste en Système d'Information Géographique, Biodiversity informatics, Naturaliste, Ornithologue, Primatologue, ...).

APPUI A LA MISE EN PLACE DU SITE DU PATRIMOINE MONDIAL « FORET HUMIDE DE L'ATSINANANA »

Récemment, les forêts humides de l'Atsinanana comportant les 6 parcs nationaux de Marojejy, Masoala, Zahamena, Ranomafana, Andringitra, Andohahela sont nommées Site du Patrimoine Mondial. Le groupe « Priorisation » a fourni des données à la rédaction du dossier de nomination de ces sites comme Patrimoine Mondial. C'est grâce à l'existence du système d'information mentionné précédemment que cette proposition a pu être matérialisée.

Politique régionale

L'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire a été déjà initiée dans certaines Régions, mais cette initiative doit être renforcée par l'intégration des résultats de priorisation dans le processus. Cette activité s'avère indispensable dans la mise en œuvre du MAP au niveau régional. Elle est également nécessaire dans l'élaboration et/ou la mise à jour du Plan Régional de Développement.

4.3. GAP (Processus)

MARINS/COTIERS ET ZONES HUMIDES

La priorisation des zones humides et marins/côtiers est partiellement réalisée à Madagascar. Les lacunes et les activités à entreprendre ont été déjà identifiées durant l'atelier clinique du

mois d'Avril. Parmi les lacunes, la nécessité de mettre en place une équipe qui va mener le processus pour la partie « marins/côtiers » de même que l'organisation de la gestion des données y afférentes ont été soulevés. Pour les zones humides, il est nécessaire de renforcer le groupe priorisation terrestre avec des personnes ressources en matière d'hydrologie, pêches, transport fluvial. Avant d'entamer le processus, la mise à jour des bases des données fait partie des conditions requises.

5. Recommandations/Conclusions

Compte tenu des problèmes évoqués précédemment, les recommandations suivantes sont avancées. Elles portent essentiellement sur les plans d'actions futures, les priorisations des zones marines et côtières et celles des zones humides.

5.1. Formulation des activités/plans d'action pour le futur (terrestre)

POLITIQUE

- Le Directeur du Système des Aires Protégées avec les promoteurs des Nouvelles Aires Protégées doit anticiper la négociation avec les autres secteurs pour faciliter la procédure de priorisation et la mise en place de nouvelles aires protégées.
- Pour avoir plus d'engagement, les approches sectorielles sont toujours recommandées afin d'éviter les conflits d'intérêts.

INTEGRATION DES DONNEES AUTRES QUE LA BIODIVERSITE

- La mise à jour et la standardisation des autres données (sites archéologiques, transferts de gestion, Mines, feux, socio-économiques) sont indispensables pour être intégrées aux données bioécologiques, tant au niveau national que régional.
- Pour ce faire, des ressources humaines et financières doivent être mobilisées pour la recherche, la collecte, l'analyse et la gestion des données. Ceci peut se traduire par l'appel à des consultances nationales qu'internationaux, soit par l'appui d'institutions/organismes/projets au DSAP. Des appuis s'avèrent donc nécessaire aussi bien pour assurer l'organisation des formations de renforcement de capacité, mais également pour élaborer des documents Standard.

COMMUNICATION

- Pour assurer l'échange et les flux d'informations, la communication à tous les niveaux (National, Régional, ...) doit être organisée et assurée. Ainsi la collecte des données sera allégée.

APPUI TECHNIQUE REGIONAL

A ce propos, il est recommandé de

- Mettre en évidence la cohérence et la complémentarité des résultats des travaux ;
- Assurer la synergie entre le zonage régional et le résultat des travaux du groupe priorisation. Comme le zonage forestier définit la vocation des différentes zones, il doit tenir en compte les résultats obtenus par le groupe priorisation pour les zones à vocation de conservation. Cette synergie assure que tout le monde sera d'accord sur la vocation qu'on va attribuer à une zone donnée;
- S'aligner à la politique de décentralisation : transfert de compétence au niveau DREEFT, transfert des données, communication.
-

5.2. Prochaines étapes pour la priorisation des zones marines et côtières

Etant donné que beaucoup reste à faire, il s'avère urgent de

- Mettre en place un système de coordination doté d'un point focal, et incluant une équipe de techniciens du CEP (Commission Environnement Pêche) et le groupe de priorisation terrestre pour mener le processus

- Prendre en considération les recommandations issues de l'atelier international « Ecological gap analysis and threat assessment » (Antananarivo, Avril 2008)
- Identifier et organiser les données et effectuer le processus de priorisation

5.3. Prochaines étapes pour la priorisation des zones humides

Concernant les zones humides, il est nécessaire de

- Renforcer le groupe priorisation terrestre par des experts en zones humides
- Mettre à jour les données (biophysiques) nécessaire pour les analyses au niveau des zones humides et mener le processus de priorisation

GROUPE PRIORISATION

Compte tenu des résultats obtenus, de tous les acquis et surtout des attentes par rapport aux problèmes rencontrés et pour la continuation des travaux au sein du groupe, les recommandations avancées portent sur

- L'institutionnalisation du groupe priorisation
- La mise à niveau des connaissances des techniciens selon l'évolution des méthodologies et technologies adoptée mondialement.
- La création de pool d'expertises en matière de priorisation (Régional, Région de l'Océan Indien, Afrique)
- La valorisation du système d'information de la conservation de la biodiversité

6. Remerciements

Les vifs remerciements sont particulièrement adressés aux chercheurs nationaux et internationaux qui ont aidés en contribuant à la validation des analyses et des données utilisées lors du processus de Priorisation. Les chercheurs dans les différents groupes taxonomiques : Mammifères, Oiseaux, Reptiles et Amphibiens, Poissons d'eau douce, Plantes et Invertébrés qui ont humblement contribué à l'accomplissement du défi dans la planification de la conservation quantitative en apportant leurs savoirs et leur temps pendant les ateliers et les activités de validation durant tout le processus de priorisation.

Les remerciements s'adressent aussi aux Bailleurs de fond et aux chefs d'institutions et/ou organismes qui ont donné le temps aux membres permanents du groupe dans les travaux effectués pendant tous les étapes de priorisation.

7. Références

Repoblikan'i Madagasikara (2006) : Madagascar Action Plan,

Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts, Ministère de l'Energie et des Mines (2004) :
Arrêté interministériel N° 19560/2004

Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts, Ministère de l'Energie et des Mines (2006) :
Arrêté interministériel n° 17914 du 18 Octobre